ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Cantons de l'Est et au Tourisme, le 17 octobre 1973 d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant

1) les lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954 et modifiées par les lois subséquentes;

2) la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit",

a donné le 19 novembre 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e oktober 1973 door de Staatssecretaris voor de Oostkantons en het Toerisme verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging

1) van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, samengeordend op 30 januari 1954 en gewijzigd door volgende wetten;

2) en van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden",

heeft de 19e november 1973 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé qui figure avant l'exposé des motifs diffère de celui qui précède le projet lui-même ; le texte suivant est proposé :

"Projet de loi modifiant la législation relative aux dommages de guerre aux biens privés et la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit".

Article 1er.

Il n'est pas d'usage de commencer par le délai d'introduction de la demande avant d'avoir déterminé les droits ouverts par la loi.

Au surplus, cet article est susceptible de provoquer une confusion en ce qu'il vise, sans autre précision, les "personnes" établies dans les territoires abusivement annexés à l'Allemagne, alors que la législation dont le projet étend l'application s'adresse exclusivement aux Belges.

.../...

Si l'article 1er n'a d'autre objet que de relever de la forclusion pour tardivité, des personnes qui ont omis d'introduire une demande en temps utile en vue de bénéficier de la loi du 8 avril 1965, cette intention devrait être exprimée à l'article 3 qui prévoit un délai pour l'introduction des demandes de révision, sous les réserves qui seront formulées à propos de cet article.

Article 2.

Il est proposé de scinder cette disposition en deux articles distincts. Le premier reprendrait la disposition du § 2, le second, la disposition du § 1er.

*

L'article 5, § 1er, des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954, dispose :

"Sont exclus du bénéfice des présentes lois coordonnées :

1° ceux qui ont été l'objet d'une condamnation coulée en force de chose jugée prononcée sur pied de l'arrêté-loi du 10 novembre 1945 simplifiant la procédure dans certains cas d'infraction contre la

.../...

sûreté extérieure de l'Etat ou qui ont été l'objet d'une condamnation coulée en force de chose jugée, du chef d'infraction :

aux dispositions du titre I du livre II du Code pénal sur les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou aux articles 17 et 18 de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire;

aux dispositions de l'arrêté-loi du 10 janvier 1941 relatif aux mesures de dépossession effectuées par l'ennemi;

aux dispositions de l'arrêté-loi du 10 avril 1941 relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'ennemi;

aux dispositions de la loi du 22 mars 1940 sur la défense des institutions nationales, postérieurement au 10 mai 1940;

2° ceux qui ont encouru la déchéance de la nationalité soit par application des articles 18bis et 18ter des lois coordonnées sur la nationalité, soit par application de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge;

3° les personnes inscrites sur la liste dressée par les auditeurs militaires en exécution de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'épuration civique, et dont l'inscription est devenue définitive".

.../...

Il ressort des renseignements donnés au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement est de lever l'exclusion prévue au § 1er, 1° et 3°, et non celle du 2°, que le projet tend à modifier dans son article 2, § 2.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Dans l'article 5, § 1er, des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2°. Ceux qui ont encouru la déchéance de la nationalité belge,

soit par application de l'article 18bis des lois coordonnées sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité,

soit par application de l'article 18ter des mêmes lois ou de l'article 1er de la loi du 30 décembre 1953 relative à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat,

soit par application de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge, modifié par la loi du 1er juin 1949,

.../...

et qui n'ont pas bénéficié d'une mesure de réintégration en application de l'article 1er de la loi du 30 mars 1962".

"Article 2.-

Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 5bis.§ 1er.L'exclusion prévue à l'article 5, § 1er, 1°, ne s'applique pas aux personnes qui, pendant la guerre 1940-1945, étaient effectivement établies dans la partie du territoire belge définie par l'article 1er de la loi du 27 juillet 1953 déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans cette partie du territoire, lorsqu'elles n'ont pas encouru une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale dépassant cinq ans.

Les personnes visées à l'article 5, § 1er, 1°, qui, par jugement ou arrêt coulé en force de chose jugée, ont été reconnues coupables d'une ou de plusieurs infractions prévues à cette disposition, mais qui, en raison de leur état mental au jour du jugement ou de l'arrêt, ont fait l'objet d'une mesure d'internement sur base de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, sont censées avoir été condamnées à la peine minimum prévue pour les infractions en cause.

.../...

§ 2. L'exclusion prévue à l'article 5, § 1er, 3°, ne s'applique pas aux personnes qui, pendant la guerre 1940-1945 étaient effectivement établies dans la partie du territoire visée au § 1er du présent article ".

Le texte proposé ci-dessus n'a pas repris l'alinéa 2 du § 1bis, ajouté par l'article 2 du projet à l'article 51 des lois coordonnées. En effet, cette disposition ne fait que rappeler le droit commun.

Article 3.

Le projet, tant pour la réparation des dommages de guerre aux biens privés (articles 1er et 3) que pour l'indemnisation des dommages causés par les forces expéditionnaires alliées (article 9), réserve le bénéfice des dipositions nouvelles aux personnes qui ont déjà introduit une demande d'intervention de l'Etat, alors que cette demande ne pouvait être prise en considération suivant les dispositions en vigueur. Il est parfaitement concevable que certains sinistrés se soient abstenus d'introduire une demande d'intervention financière de l'Etat précisément parce qu'ils savaient ne pas réunir les conditions de civisme prévues. Ces personnes ne pourront donc pas bénéficier des dispositions nouvelles, alors qu'en bénéficieront celles qui ont introduit une demande qui ne pouvait être prise en considération.

.../...

Le Conseil d'Etat a déjà relevé pareille anomalie dans son avis relatif au projet qui allait devenir la loi du 8 avril 1965 (Sess. 1964-1965, Chambre, Doc. Parl. projet de loi n° 425, (61-62), n° 1).

Une remarque analogue s'impose quant aux personnes que l'article ler relève de la forclusion. Cet article réserve cet avantage aux seuls ressortissants de la partie du territoire abusivement annexée à l'Allemagne. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la même faveur n'est pas accordée aux Belges habitant dans une autre partie du territoire et qui se trouvent dans la même situation.

C'est sous réserve de ces observations <u>fondamentales</u> que le Conseil d'Etat se limite aux observations de pure forme qui sont reprises dans le texte proposé ci-après pour l'article 3 :

.../...

"Article 3.-

§ 1er. Lorsque les accords définitifs ou les décisions coulées en force de chose jugée, établis sur base des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont susceptibles d'être modifiés en vertu des articles 1er et 2, les intéressés peuvent en demander la révision, par requête adressée sous pli recommandé à la poste, au directeur provincial des dommages de guerre.

La demande en révision doit être introduite au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi entrera en vigueur.

Lorsque le sinistré est décédé, la demande introduite par un de ses ayants droit est réputée valablement introduite par l'ensemble de ceux-ci.

§ 2. Le délai d'introduction de la demande en révision, prévu à l'article 2 de la loi du 8 avril 1965 modifiant l'article 3 des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés coordonnées le 30 janvier 1954, est prorogé jusqu'au dernier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi entrera en vigueur, lorsque cette demande concerne des personnes qui, pendant la guerre 1940-1945, étaient effectivement établies dans la

.../...

partie du territoire belge définie par l'article 1er de la loi du 27 juillet 1953 déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans cette partie du territoire".

Article 4.

Le début du § 2 de cette disposition serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Par dérogation à l'article 21, §§ 1er, 2 et 3 des mêmes lois coordonnées ...".

Par souci de concordance, l'alinéa 2 du § 2 devrait être rédigé en ces termes :

"Cette décision est susceptible d'appel auprès de la Commission spéciale d'appel prévue à l'article 6, suivant les modalités déterminées par les articles 28 et 29 des lois coordonnées précitées".

Le début du § 3 devrait se lire :

"Dans le cas visé à l'article 3, § 1er, alinéa 3, de la présente loi ...".

.../...

Article 6.

Pour traduire les intentions du Gouvernement, le premier alinéa du § 1er devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Il est institué une Commission spéciale d'appel de dommages de guerre, qui connaît des recours introduits contre les décisions prévues à l'article 4".

Au second alinéa du § 1er, il y a lieu de remplacer les mots "qui a la Reconstruction dans ses attributions" par les mots "qui a les dommages de guerre aux biens privés dans ses attributions". La même observation vaut pour le § 3 et pour l'article 8, alinéa 1er.

En ce qui concerne l'alinéa 3 du § 2, d'après les lois coordonnées, le terme "commissaire d'Etat" désigne un fonctionnaire chargé, outre ses tâches administratives, de présider les commissions de dommages de guerre.

S'il est permis de charger des juges de présider des commissions juridictionnelles, il n'est pas permis de leur confier des fonctions administratives de commissaire d'Etat.

.../...

A la lumière de cette observation, le § 2 devrait être revu.

En ce qui concerne les §§ 4 et 5, leur ordre devrait être inversé. En effet, le § 4 cite la fonction de conseiller qui n'est prévue qu'au § 5, par voie de référence aux lois coordonnées.

Article 7.

Le liminaire devrait être rédigé en ces termes :

"L'article 63, § 1er, des mêmes lois coordonnées est complété par l'alinéa suivant :".

En outre, dans le texte du projet il conviendrait de remplacer les mots "sont confiées à la Caisse" par les mots "sont déposées à la Caisse".

Article 8.

A l'alinéa 2 de cet article, les mots "dans certains cas" devraient être omis. Dans le texte néerlandais le mot "rijksagenten" devrait être remplacé par le mot "rijksambtenaren".

.../...

Article 9.

Suivant l'exposé des motifs, le Gouvernement entend permettre aux bénéficiaires du projet de prétendre aux avantages prévus par les lois énumérées à l'article 9.

Sous réserve des observations formulées à propos de l'article 3, le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

Les personnes admises au bénéfice de la présente loi peuvent prétendre aux avantages des dispositions relatives à la réparation des dommages causés à leurs biens par les forces expéditionnaires alliées. A cette fin, elles doivent adresser une demande au directeur général de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, chargé de la liquidation de l'Office d'aide mutuelle, suivant les modalités et dans le délai fixé à l'article 3 de la présente loi".

.../...

Article 10.

Tel qu'il est rédigé, le texte du 4° de l'article 28bis fait apparaître l'anomalie suivante : les ayants droit d'une personne condamnée à une peine de plus de cinq ans pour une des infractions visées à l'article 28, 1°, pourraient bénéficier d'une pension alors que les ayants droit d'une personne condamnée, même à une peine de moins de cinq ans pour avoir contracté un engagement volontaire dans la Wehrmacht ne le pourraient pas.

Eu égard à cette anomalie et dans l'ignorance où le Conseil d'Etat se trouve quant aux intentions du Gouvernement, il s'abstient de proposer un texte.

Sous réserve de l'observation qui précède, le texte suivant est proposé pour les autres dispositions de cet article :

"Article 10.-

Un article 28bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit :

.../...

"Article 28bis. § 1er. L'exclusion visée à l'article 28, 1°, ne s'applique pas aux personnes qui, pendant la guerre 1940-1945 étaient effectivement établies dans la partie du territoire belge définie par l'article 1er de la loi du 27 juillet 1953 déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans cette partie du territoire, lorsqu'elles n'ont pas encouru une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale dépassant cinq ans.

Pour calculer cette durée, il n'est pas tenu compte de la peine privative de liberté encourue du chef d'infraction aux dispositions de l'arrêté-loi du 10 avril 1941 relatif à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi.

§ 2. Le § 1er n'est pas applicable aux personnes qui ont été l'objet d'une condamnation coulée en force de chose jugée pour avoir contracté un engagement volontaire dans la Wehrmacht ou dans une formation paramilitaire allemande.

§ 3. L'exclusion prévue à l'article 28, 2°, ne s'applique pas aux personnes qui pendant la guerre 1940-1945 étaient effectivement établies dans la partie du territoire belge définie au § 1er, lorsqu'elles ont bénéficié de mesures de réintégration en application de la loi du 30 mars 1962.

§ 4. (voir supra l'avis au sujet de l'article 28bis, 4°) ".

*

.../...

En ce qui concerne le 3° de l'article 28bis, il y a lieu d'observer que suivant l'exposé des motifs, les 3° et 4° de l'article 28 de la loi du 15 mars 1954 sont relatifs à des hypothèses étrangères au projet. En conséquence, le 3° de l'article 28bis est inutile et devrait être omis.

Article 11.

L'observation formulée à propos de l'article 28bis, 4°, doit être répétée à propos de l'article 32ter, inséré par l'article 11 du projet.

Article 12.

La finale du § 1er devrait être rédigée en ces termes :

"... et, dans les autres cas, au premier jour du trimestre suivant l'introduction de la demande".

En ce qui concerne les §§ 2 et 3, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment des demandes ou des décisions pourraient être conformes ou non conformes à des modifications qui n'existent pas encore.

.../...

Article 13.

Il résulte du texte, tel qu'il est rédigé, que les articles 11 et 12 entreront en vigueur le dixième jour après la publication de la loi.

L'article 13 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 13.-

Les articles 1er à 9 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi sera publiée au Moniteur belge".

OPSCHRIFT.

De memorie van toelichting heeft niet helemaal hetzelfde opschrift als het ontwerp zelf; voorgesteld wordt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving betreffende de oorlogsschade aan private goederen en van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden".

Artikel 1.

Het is niet gebruikelijk te beginnen met de termijn voor het indienen van de aanvraag, en dan pas te bepalen welke rechten de wet toekent.

Dit artikel kan bovendien verwarring stichten doordat het, zonder nadere bijzonderheden, doelt op de "personen" die gevestigd waren in de wederrechtelijk bij Duitsland ingelijfde gebieden, terwijl de wetgeving waarvan de toepassing door het ontwerp wordt verruimd, uitsluitend op Belgen betrekking heeft.

Wil artikel 1 niets anders dan ontheffing van het verval wegens te late indiening verlenen aan hen die niet tijdig hebben gevraagd om voor toepassing van de wet van 8 april 1965 in aanmerking te komen, dan zou dit tot uiting moeten komen in artikel 3, dat een termijn bepaalt voor het indienen van de aanvragen om herziening, onder voorbehoud van hetgeen in verband met dat artikel zal worden gezegd.

.../...

Artikel 2.

Voorgesteld wordt, deze bepaling te splitsen in twee artikelen : een eerste voor de bepaling van § 2, het tweede voor die van § 1.

*

Artikel 5, § 1, van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, gecoördineerd op 30 januari 1954, bepaalt :

"Worden van het genot van de tegenwoordige samengeordende wetten uitgesloten :

1° zij die het voorwerp waren van een in kracht van gewijsde getreden veroordeling, op grond van de besluitwet van 10 november 1945, tot vereenvoudiging van de rechtspleging in sommige gevallen van misdrijf tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, of die het voorwerp zijn geweest van een in kracht van gewijsde getreden veroordeling uit hoofde van inbreuk :

op de bepalingen van titel I van boek II van het Wetboek van strafrecht op de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat of op de artikelen 17 en 18 der wet van 27 mei 1870, houdende het Krijgsstrafwetboek;

op de bepalingen van de besluitwet van 10 januari 1941 aangaande de door de vijand genomen maatregelen van buitenbezitstelling;

.../...

op de bepalingen van de besluitwet van 10 april 1941, aangaande het verbod van betrekkingen van economische aard met de vijand;

op de bepalingen van de wet van 22 maart 1940, betreffende de bescherming van de nationale instellingen, na 10 mei 1940;

2° zij die van rechtswege werden vervallen verklaard van de Belgische nationaliteit, hetzij bij toepassing van artikelen 18bis en 18ter der samengeordende wetten op de nationaliteit, hetzij bij toepassing van de besluitwet van 20 juni 1945 op de vervallenverklaring van de Belgische nationaliteit;

3° de personen, die in uitvoering van de besluitwet van 19 september 1945 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, werden ingeschreven op de door de Krijgsauditeurs opgemaakte lijsten en wier inschrijving definitief is".

Uit de inlichtingen die aan de Raad zijn verstrekt, blijkt dat de Regering bedoelt op te heffen de uitsluiting krachtens § 1, 1° en 3°, niet de uitsluiting krachtens 2°, welke bepaling gewijzigd wordt door artikel 2, § 2, van het ontwerp.

Deze opmerkingen in acht genomen zou de tekst als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

In artikel 5, § 1, van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, gecoördineerd op 30 januari 1954, wordt 2° door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"2°. Zij die van de Belgische nationaliteit vervallen zijn verklaard,

hetzij op grond van artikel 18bis van de gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit;

hetzij op grond van artikel 18ter van dezelfde wetten of van artikel 1 van de wet van 30 december 1953 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit uit hoofde van een veroordeling bij verstek wegens een misdrijf tegen de uitwendige veiligheid van de Staat;

hetzij op grond van de besluitwet van 20 juni 1945 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit, gewijzigd bij de wet van 1 juni 1949;

en die niet het genot hebben gehad van een maatregel tot herstel op grond van artikel 1 van de wet van 30 maart 1962",

"Artikel 2.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 5bis. § 1. De uitsluiting bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, geldt niet voor hen die gedurende de oorlog 1940-1945 werkelijk gevestigd waren in het gedeelte van het Belgische grondgebied, omschreven in artikel 1 van de wet van 27 juli 1953 tot bepaling van de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in dat gedeelte van het grondgebied, wanneer zij niet een of meer vrijheidsstraffen met een totale duur van meer dan vijf jaar hebben opgelopen.

.../...

De personen bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, die bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest schuldig bevonden zijn aan een of meer in die bepaling genoemde misdrijven, maar tegen wie, wegens hen geestestoestand op de dag van het vonnis of van het arrest, een interneringsmaatregel is genomen op grond van de wet van 9 april 1930 tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, worden geacht veroordeeld te zijn geweest tot de op die misdrijven gestelde minimumstraf.

§ 2. De uitsluiting bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, geldt niet voor hen die gedurende de oorlog 1940-1945 werkelijk gevestigd waren in het gedeelte van het grondgebied bedoeld in § 1 van dit artikel ".

In deze voorgestelde tekst is niet overgenomen het tweede lid van § 1bis, dat door artikel 2 van het ontwerp wordt toegevoegd aan artikel 51 van de gecoördineerde wetten. Die bepaling is immers slechts een herhaling van het gemeen recht.

Artikel 3.

Zowel inzake de herstelling van oorlogsschade aan private goederen (artikelen 1 en 3) als inzake de herstelling van schade veroorzaakt door de geallieerde expeditietroepen (artikel 9), laat het ontwerp voor de nieuwe bepalingen alleen in aanmerking komen degenen die reeds een aanvraag om een Staatsbijdrage hebben ingediend; volgens de geldende bepalingen kon die aanvraag niet in aanmerking worden genomen. Het is zeer goed denkbaar dat sommige getroffenen

.../...

geen Staatsbijdrage hebben aangevraagd juist omdat zij wisten dat zij niet aan de gestelde eisen inzake burgertrouw voldeden. Zij blijven dus buiten de nieuwe bepalingen, die wel toepassing zullen vinden op hen die een destijds niet ontvankelijke aanvraag hebben ingediend.

De Raad van State heeft op een zodanige anomalie reeds gewezen in zijn advies over het ontwerp waaruit de wet van 8 april 1965 is ontstaan (Gedr. St., Kamer, zitting 1964-1965, nr. 425 (61-62), nr. 1).

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt met betrekking tot hen die door artikel 1 van het verval worden ontheven. Dat artikel verleent dat voordeel alleen aan de onderdanen gevestigd in het gedeelte van het grondgebied dat wederrechtelijk bij Duitsland werd ingelijfd. Het is de Raad niet duidelijk waarom dezelfde gunst niet wordt verleend aan Belgen die elders in het land wonen en in dezelfde toestand verkeren.

Onder voorbehoud van die fundamentele bedenkingen beperkt de Raad van State zich tot opmerkingen die alleen de vorm betreffen; deze zijn verwerkt in de hierna voor artikel 3 voorgestelde tekst :

"Artikel 3.-

§ 1. Wanneer de definitieve akkoorden of de in kracht van gewijsde gegane beslissingen die tot stand zijn gekomen krachtens de bepalingen welke vóór de inwerkingtreding van deze wet toepassing vonden, vatbaar zijn voor wijziging op grond van de artikelen 1 en 2, kunnen belanghebbenden de herziening ervan vragen door middel van een verzoekschrift, dat bij een ter post aangetekende brief wordt gericht aan de provinciale directeur voor oorlogsschade.

.../...

De aanvraag om herziening moet worden ingediend uiterlijk de laatste dag van de zesde maand volgend op die waarin deze wet in werking treedt.

Is de getroffene overleden, dan wordt de door een van zijn rechthebbenden ingediende aanvraag geacht op geldige wijze te zijn ingediend door alle rechthebbenden.

§ 2. De termijn voor het indienen van de aanvraag om herziening, die bepaald is in artikel 2 van de wet van 8 april 1965 tot wijziging van artikel 3 van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, gecoördineerd op 30 januari 1954, wordt verlengd tot de laatste dag van de zesde maand volgend op die waarin deze wet in werking treedt, als die aanvraag betrekking heeft op personen die gedurende de oorlog 1940-1945 werkelijk gevestigd waren in het gedeelte van het Belgische grondgebied, omschreven in artikel 1 van de wet van 27 juli 1953 tot bepaling van de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in dat gedeelte van het grondgebied".

Artikel 4.

Het begin van § 2 van deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. In afwijking van artikel 21, §§ 1, 2 en 3 van dezelfde gecoördineerde wetten ...".

Ter wille van de overeenstemming zou het tweede lid van § 2 als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Tegen deze beslissing kan beroep bij de in artikel 6 bedoelde Bijzondere Commissie van beroep worden ingesteld volgens de regelen bepaald in de artikelen 28 en 29 van de eerdervermelde gecoördineerde wetten".

Paragraaf 3 zou als volgt moeten beginnen :

"In het geval bedoeld in artikel 3, § 1, derde lid, van deze wet ...".

Artikel 6.

Ten einde de bedoeling van de Regering weer te geven redigere men het eerste lid van § 1 als volgt :

"§ 1. Er wordt een Bijzondere Commissie van beroep inzake oorlogsschade ingesteld, die kennis neemt van de beroepen tegen de beslissingen bedoeld in artikel 4".

In het tweede lid van § 1 moeten de woorden "tot wiens bevoegdheid de Wederopbouw behoort" worden vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid de oorlogsschade aan private goederen behoort". Dezelfde opmerking geldt voor § 3 en voor artikel 8, eerste lid.

Wat het derde lid van § 2 betreft, volgens de gecoördineerde wetten doelt de term "Staatscommissaris" op een ambtenaar die benevens zijn administratieve taken tot opdracht heeft de oorlogsschadecommissies voor te zitten.

.../...

Rechters mogen wel worden belast met het voorzitterschap van met rechtspraak belaste commissies, maar een administratieve bediening van Staatscommissaris mag hun niet worden opgedragen.

Paragraaf 2 zou moeten worden herzien met inachtneming van deze opmerking.

De §§ 4 en 5 zouden in omgekeerde volgorde moeten komen. Paragraaf 4 maakt immers melding van het ambt van adviseur, waarover slechts in § 5 wordt gehandeld, via een verwijzing naar de gecoördineerde wetten.

Artikel 7.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 63, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt met het volgende lid aangevuld : ".

Het tweede lid leze men als volgt :

"Vergoedingen die niet kunnen worden vereffend, worden bij de Deposito- en Consignatiekas gedeponeerd onder de voorwaarden en op de wijze door de Koning te bepalen".

Artikel 8.

In het tweede lid van dit artikel zouden de woorden "in zekere gevallen" moeten worden geschrapt. Ook vervange men het woord "Rijksagenten" door "Rijksambtenaren".

.../...

Artikel 9.

Volgens de memorie van toelichting wil de Regering degenen die voor toepassing van het ontwerp in aanmerking komen, aanspraak verlenen op de voordelen van de in artikel 9 genoemde wetten.

Onder voorbehoud van hetgeen bij artikel 3 is opgemerkt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 9.-

Zij die voor toepassing van deze wet in aanmerking komen, kunnen aanspraak maken op de voordelen van de bepalingen betreffende de herstelling van de schade door de geallieerde expeditietroepen aan hun goederen veroorzaakt. Te dien einde moeten zij een aanvraag richten tot de directeur-generaal van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, der registratie en domeinen, die belast is met de vereffening van de Dienst voor onderlinge hulpverlening, volgens de regelen en binnen de termijn bepaald in artikel 3 van deze wet".

Artikel 10.

Uit de tekst onder 4° van artikel 28bis, zoals hij is geredigeerd, blijkt de volgende anomalie : de rechthebbenden van een persoon die tot een straf van meer dan vijf jaar is veroordeeld wegens een van de misdrijven bedoeld in artikel 28, 1°, zouden een pensioen kunnen krijgen; de rechthebbenden van een persoon die tot een straf van zelfs minder dan vijf jaar is veroordeeld wegens vrijwillige toetreding tot de Wehrmacht, zouden dat niet kunnen.

.../...

Gelet op deze anomalie stelt de Raad van State, niet wetend wat de Regering precies op het oog heeft, hier geen nieuwe tekst voor.

Onder voorbehoud van hetgeen is opgemerkt, wordt voor de overige bepalingen van dit artikel de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 10.-

In de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt een artikel 28bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 28bis. § 1. De uitsluiting bedoeld in artikel 28, 1°, geldt niet voor hen die gedurende de oorlog 1940-1945 werkelijk gevestigd waren in het gedeelte van het Belgische grondgebied, omschreven in artikel 1 van de wet van 27 juli 1953 tot bepaling van de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in dat gedeelte van het grondgebied, als zij niet een of meer vrijheidsstraffen met een totale duur van meer dan vijf jaar hebben opgelopen.

Voor het berekenen van die duur wordt geen rekening gehouden met de vrijheidsstraf, opgelopen wegens overtreding van het bepaalde in de besluitwet van 10 april 1941 betreffende het verbod van economische betrekkingen met de vijand.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op hen tegen wie een in kracht van gewijsde gegane veroordeling is uitgesproken wegens vrijwillige toetreding tot de Wehrmacht of tot een Duitse paramilitaire formatie.

.../...

§ 3. De uitsluiting bedoeld in artikel 28, 2°, geldt niet voor hen die gedurende de oorlog 1940-1945 werkelijk gevestigd waren in het gedeelte van het Belgische grondgebied, omschreven in § 1, als zij het genot van herstelmaatregelen hebben gehad op grond van de wet van 30 maart 1962.

§ 4. (zie hiervoren het advies over artikel 28bis, 4°)".

In verband met 3° van artikel 28bis moet worden opgemerkt, dat de teksten onder 3° en 4° van artikel 28 van de wet van 15 maart 1954 volgens de memorie van toelichting handelen over gevallen die met het ontwerp niets uit te staan hebben. De tekst onder 3° van artikel 28bis dient dus als overbodig te vervallen.

Artikel 11.

De opmerking die gemaakt is in verband met artikel 28, 4°, moet worden herhaald voor artikel 32ter, dat door artikel 11 van het ontwerp wordt ingevoegd.

Artikel 12.

Het slot van § 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"... en in de andere gevallen de eerste dag van het kwartaal volgend op de indiening van de aanvraag".

.../...

Wat de §§ 2 en 3 betreft is het de Raad van State niet duidelijk hoe aanvragen of beslissingen al dan niet in overeenstemming kunnen zijn met wijzigingen die nog niet bestaan.

Artikel 13.

Uit deze tekst, zoals hij is geredigeerd, volgt dat de artikelen 11 en 12 in werking zullen treden de tiende dag na de bekendmaking van de wet.

Artikel 13 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 13.-

De artikelen 1 tot 9 treden in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

F. REMION, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M. A. LOUIS, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H.A. LOUIS, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER.

G. VAN BUNNEN.